Racisme et lutte des classes en Bolivie

Simon B. (Octobre 2020)

La crise qui frappe aujourd'hui la Bolivie prend ses racines dans l'histoire. Cette histoire coloniale où les Européens ont, partout dans le monde, exterminé, pillé et hiérarchisé les races et les communautés pour asseoir définitivement leur pouvoir. Définitivement ? Non, heureusement. Le projet colonial n'a en général pas entièrement abouti. La crise qui secoue la Bolivie est en quelque sorte la revanche des colonisés, des pauvres, des exploités : les Indigènes. Le refoulé se rappelle aux dirigeants politiques colonialistes et il a pris la forme d'un mouvement politique, le MAS, qui a porté au pouvoir Evo Morales. Leur redonner le pouvoir, réhabiliter leur dignité, débarrasser la Bolivie du racisme et de l'exploitation éhontée des Indigènes, telle est la lame de fond silencieuse qui est en train d'emporter la vieille société. Le coup d'Etat du 20 octobre 2019 montre que tout n'est pas joué, que les revanchards et les vieux loups de l'ancienne société sont à l'affût pour s'accrocher encore aux branches pourries de l'ordre raciste et capitaliste. C'est à cette analyse du rapport entre lutte des classes et racisme que Simon B. nous invite. Il est aujourd'hui essentiel de comprendre ce qui se joue en Bolivie, mais aussi partout où le capitalisme fait dépendre sa survie de la légitimation du racisme et de la division des classes populaires.

Nous sommes en décembre 2019, dans un appartement bourgeois de la banlieue de Sucre, actuelle capitale constitutionnelle de la Bolivie qui fut jadis la ville la plus riche et la plus cultivée d'Amérique du Sud où l'aristocratie coloniale jouissait de revenus fabuleux tirés de l'exploitation des autochtones dans les mines avoisinantes de Potosí, jetant par les balcons vaisselle d'argent et ustensiles en or au

crépuscule de fêtes somptueuses(1). Désormais, seuls demeurent vivant les fantômes de la richesse passée.

Un mois plus tôt, un coup d'Etat militaire renversait le président récemment élu Evo Morales, orchestré principalement par les grands propriétaires terriens et agro-industriels de la région de Santa Cruz. Notre hôte, économiste retraité d'une soixantaine d'année, a travaillé au ministère du développement avant le gouvernement Morales, puis dans le secteur privé des hydrocarbures. Ce Bourgeois bolivien est la parfaite personnification de la classe supérieure bolivienne. Son orientation idéologique ne prête à aucune confusion. Il « aime le capitalisme » et il « n'aime pas le socialisme » car « le socialisme c'est mal ». Pour parfaire le tableau, sa femme est médecin biologiste et ils ont trois enfants, deux sont psychiatres et un économiste. Il confie également des liens de parenté avec un ancien président Bolivien.

Ecoutons le parler des indigènes(2) : « L'indien fait bêtement ce qu'on lui dit […] L'indigène ne comprend rien […], il n'est pas éduqué, il est stupide. » Les « indigènes » sont « violents » affirme-t-il. Il en veut pour preuve leur comportement récent à El Alto, poumon économique de l'altiplano composé de 80% d'Aymara. Après le coup d'Etat les indigènes ont « bloqué les routes violemment » – lisez les barricades – en « agressant et en frappant les gens » – lisez la police et l'armée, les bourgeois étant planqués dans leurs quartiers – tandis que les gens « civilisés » de la Zona Sur (bastion bourgeois de La Paz) ont « bloqué pacifiquement » les routes de leur quartier, en « expliquant gentiment aux gens qu'ils pouvaient passer » sous réserve (mais notre bon bourgeois ne prend pas la peine de le préciser), de ne pas être indigène. Lorsqu'on l'interroge sur l'origine de cette violence, notre Bourgeois bolivien a une explication infaillible : « L'indigène ne réfléchit pas et réagit par la violence. Ce n'est pas une question de pauvreté, c'est culturel, les gens des campagnes sont comme ça. » Ecoutons

désormais ce qu'il a à nous dire sur le problème de la drogue, lui qui affirme ouvertement que « Morales est un narcotrafiquant […] et un pédophile […]. Il aime la pédophilie […] Si les pères de familles disaient « ce n'est pas bien de gagner sa vie avec la cocaïne », on n'aurait pas ce problème. Donc il s'agit d'une question de valeur et d'éducation. » Problème résolu.

Son discours est également empreint d'un mépris insondable envers les croyances autochtones. La chrétienté étant présentée comme la normalité, la vérité indiscutable, tandis que les premières sont profondément dénigrées comme « arriérées ». Mais attention, notre Bourgeois Bolivien n'en démord pas il « n'a rien contre les indigènes ». Il endosse désormais sa casquette d'écologiste pour dénoncer la pollution des rivières liées aux activités minières dans la région de Potosi qui sont faites « au dépend des indigènes ». Ce propos traduit-il une soudaine compassion envers l'indigène ? Ou envers la nature ? Loin s'en faut ! Cela traduit plutôt une instrumentalisation de la question écologique par la bourgeoisie à des fins politiques, en l'occurrence ici dégager Morales du pouvoir. Certaines de ces affirmations peuvent paraître grotesques mais elles n'en reflètent pas moins le discours global des classes dominantes en Bolivie au lendemain du coup d'Etat. Une question se pose alors, comment expliquer l'intensité et la violence du racisme au lendemain du coup d'Etat dans ce nouvel état « plurinational » Bolivien (2009), dont la constitution prône la « connaissance mutuelle » et la « coopération entre les peuples de la région » ?

La fabrication de la hiérarchie raciale

Historiquement, la Bolivie a été l'objet d'une hiérarchisation « raciale » où la classe dominante, issue du colonialisme et d'origine européenne a imposé ses pratiques et ses croyances. Cette hiérarchie a été imposée par la violence à travers un processus de lutte de classes.

Au début du XXe siècle, la stratégie migratoire de blanchiment ayant échouée en Bolivie, l'éducation – largement inspirée des systèmes pédagogiques européens – est perçue comme un élément central pour « améliorer », « régénérer la race » d'un peuple considéré comme « malade »(3). Autrement dit, l'objectif est de désindianiser le pays. Dans l'imaginaire bourgeois, le rôle de l'école libérale est de convertir « l'indien sauvage, brutal et criminel » en sujet passif non agressif, apte pour le travail, et in fine un bon esclave, péon ou sa version moderne, un salarié. La conversion de la « race inférieure » notamment via la castillanisation est considérée comme « une absolue nécessité pour unifier la république » dans un contexte de forte crainte des élites libérales de la « guerre de races » (4). La langue espagnole est donc imposée comme unique bien culturel linguistique légitime – jusqu'à l'arrivée du gouvernement Morales – agissant comme langue de domination et capital de différenciation sociale à l'intérieur même des communautés aymaras et quechuas (5,6).

De même, la religion chrétienne est déclarée comme la seule croyance légitime, ou plutôt la deuxième après le sacro-saint système marchand capitaliste. Les institutions politiques bourgeoises placent en bas de l'échelle les croyances des peuples andins et amazoniens ainsi que les modes d'organisations productifs et politiques communautaires traditionnels (eg. ayllu). Les stéréotypes ethniques (indien, cholo, métisse, señor) procèdent également d'une logique de hiérarchisation, le terme indien étant perçu comme la référence négative. Des attributs « non indigènes », le nom, la couleur de peau, la langue ou la tenue vestimentaire permettent d'obtenir un avantage social concret (emploi, bourse, contrat, prêt bancaire, grandes écoles…). De nombreux boliviens indigènes relatent l'impossibilité à la fin des années 1990 d'accéder aux places centrales, magasins, cafés, bars de nombreuses villes boliviennes en raison de leur origine ethnique : « Avant l'arrivée d'Evo Morales au pouvoir, porter la pollera (jupe bouffante) ou parler quechua au

centre-ville était impensable pour mes parents ».

Ceci nous amène à la complexité de la question ethnique en Bolivie où historiquement, les concepts d'ethnicité, de « race » et de classes ont toujours été étroitement liés et ont vu leurs critères de définition changer au cours du temps. Disons tout de suite que les catégories ethniques en Bolivie sont des constructions sociales et dynamiques qui varient selon l'organisation économique, sociale et politique. Elles n'existent pas par elles-mêmes.

Le terme « indien » correspond initialement à une catégorie tributaire et administrative à travers les obligations des populations originaires envers l'Etat espagnol (7). Au fil du 19e siècle, une nouvelle catégorie vit le jour : les « cholos », composés d'ouvriers et artisans urbains, issus d'un métissage (« indien » et créole) et conservant de forts liens avec les populations indigènes. Lors de la Révolution Nationale (1952) – qui s'illustra notamment par la nationalisation des mines, le vote universel et la réforme agraire – le code d'Education bolivien (1955) appelle à « arracher » certains vices et certaines pratiques considérés comme héréditaires, intrinsèquement liés à l'ethnie et au statut d'indien paysan, dans la droite lignée du discours paternaliste civilisateur de Diez de Medina qui présidait alors la commission de la réforme de l'Education (4). Entre 1953 et 1964, le nombre d'école double dans le pays avec l'objectif de construire une nation métisse et homogène en utilisant la castillanisation, les langues indigènes étant considérées comme une survivance archaïque. Le cholo bolivien – artisan ou ouvrier urbain « métisse » – est alors exalté par l'institution étatique. O. Harris montre que durant la seconde moitié du XXe siècle, la catégorie « indien » est liée à un haut niveau de pauvreté, un travail agraire rural de subsistance et une participation limitée au marché (7). Alors qu'en 1900 l'indigène est associé à l'impôt indigène et exclu du service militaire, à partir de 1952, l'indianité est

associée à l'indigène-paysan ; ce qui n'est pas sans effet sur les recensements des populations. Dans la région de Cochabamba par exemple, les indigènes passent de 16 et 22% en 1848 et 1900 respectivement à 75% en 1950 (4). La population active rurale bolivienne représente 72,8% de la population en 1950, 47% en 1976, 37 % en 2001(8). En 2002, la pauvreté était de 81,7% dans le milieu rural (58,8% d'indigence) contre 47% (21,6%) dans le milieu urbain (8). La conception récente de « pauvreté » basée sur le revenu et effaçant progressivement le statut professionnel et ethnique, date en Bolivie du tournant néolibéral des années 1980. La catégorie métisse au XXIe siècle, loin d'être homogène culturellement comme ce fut le cas lors de l'Etat nationaliste de 1952, correspond plutôt à ce que signifie la classe moyenne(9). Cette catégorie s'apparente à une position plutôt économique et sociale que « culturelle », « d'origine ». On sait par ailleurs que la probabilité d'être pauvre est de 16 points supérieurs pour un indien en Bolivie tandis que le taux de mortalité infantile est deux fois supérieur à celui des non-autochtones (10). En 2001, 5,3 millions (66,2%) de la population bolivienne s'auto-identifie comme étant indigène(11).

En 2017, l'agriculture emploie 30% des Boliviens, l'industrie 21% et les services 49% tandis que le travail informel représentait 71% des emplois non agricoles en 2009(12). Dès lors, il convient de s'intéresser à l'indigène réel c'est-à-dire tel qu'il se présente dans la société actuelle – le capitalisme au XXIs en Bolivie – comme paysans, ouvriers, commerçants, travailleurs informels, étudiants, fonctionnaires… L'indigène « en chair et en os » plutôt que l'indien fantasmé, romancé, précolombien qui a été malheureusement en grande partie massacré. L'indigène n'a pas disparu comme voudrait le faire croire la thèse libérale en vogue du « nous sommes tous métis » qui attribue le statut d'indigène aux seules tribus pré colombiennes, et non à l'indigène réel du XXIe siècle, voilant ainsi le racisme dans une « ethnicité globale » abstraite ne reflétant en rien

l’ethnicité effective, concrète, socialement parlante. Cet aspect se devine dans le discours contradictoire de la classe supérieure bolivienne, qui, comme frappée de schizophrénie, parle alternativement de la disparition des indiens, tout en poursuivant son discours raciste d’une violence inouïe envers la majorité de la population bolivienne. De même concernant la religion, il ne faut pas tomber dans une division imaginaire d’un monde ancestral andino-amazonien et d’un monde moderne occidental, une grande partie de la population ayant mêlé des croyances andines et occidentales chrétiennes.

Selon Álvaro García Linera(13), la majorité de la population bolivienne des années 2000 est insérée « dans des structures économiques, cognitives et culturelles non industrielles et possède, outre d’autres identités culturelles et linguistiques [dont elle est porteuse] des habitudes et des techniques politiques résultant de sa propre vie matérielle et technique : le placement de l’identité collective au-dessus de celle de l’individu, de la pratique délibérative au-dessus de l’élective, de la coercition normative comme mode de comportement gratifiant au-dessus du libre choix et de l’accomplissement personnel, la dépersonnalisation du pouvoir, sa révocabilité par consensus, l’alternance dans les fonctions, etc., sont des formes de comportement qui parlent de cultures politiques opposées aux pratiques représentatives, libérales et partisanes […] ».

De plus, García Linera indique qu’il existe « une logique propre au monde indigène mais ce n’est pas une logique antagoniste, séparée de la logique « occidentale » ». En d’autres termes, le monde indigène n’est pas séparé du monde capitaliste. Bien au contraire. Les indigènes sont incorporés, sous une forme directe ou indirecte, au système de production et marché de consommation. Comme l’explique fort justement K. Marx, le capital s’empare d’abord du travail dans les conditions techniques données par le développement historique avant de transformer progressivement le mode de production. Au

cours du processus, il est évident que l’indigène réel du XXIe siècle ne peut persister comme indien imaginaire vivant dans un idyllique monde naturel, au sein d’un « primitivisme » non perverti par la civilisation capitaliste.

Photo: Simon B.

L’Etat plurinational : expression de l’évolution du rapport de force ?

L’arrivée au pouvoir en 2006 d’Evo Morales, d’origine populaire et indigène, a permis dans une certaine mesure de combattre la discrimination et la marginalisation fondées sur des critères racistes. La nouvelle Constitution (2009) définit ainsi la Bolivie comme « un Etat pacifiste, qui promeut la

culture de la paix […], la coopération entre les peuples de la région et du monde, afin de contribuer à la connaissance mutuelle, à un développement équitable et à la promotion de l'intercommunalité […] » (10). Pour la première fois dans l'histoire bolivienne, les principes et pratiques indigènes politiques, économiques, juridiques, culturels et linguistiques sont reconnus sur un même seuil d'égalité par rapport aux « non indigènes ». La notion de « Peuple et nation Indigène-originaire-paysans » (art30.i) voit le jour et se voit reconnaitre ses « us et coutumes originaires » dont la « justice communautaire et l'autonomie indigène » au sein d'un « Etat unitaire social de droit plurinational communautaire » (art. 1), marquant ainsi la disparition d'une norme culturelle hégémonique nationale qui octroie à une minorité culturelle un statut spécifique (10). Les modes d'organisations politique et économique autochtone (ayllus notamment) sont reconnus au même titre que le système marchand capitaliste, le quechua et l'aymara deviennent des langues officielles au même titre que l'espagnol, le symbole autochtone Whipala est intégré comme symbole national officiel au côté du drapeau bolivien, etc.

Ce changement constitutionnel ne s'est pas fait sans une forte résistance de la bourgeoisie bolivienne, à l'exemple de la tentative de sécession de l'Etat de Santa Cruz en 2008 (14) et des agissements violents du Comité Civique de Santa Cruz, organisation d'extrême droite raciste proche de l'église bolivienne et au service de la bourgeoisie de Santa Cruz. L' Union de la jeunesse crucéniste, « bras armé » du comité, ouvertement phalangiste et fasciste (15), s'est illustrée en septembre 2009 en assassinant 18 paysans indigènes dans le département du Prado. La volonté de l'Etat d'imposer le nouveau statut « indigène » via l'Etat plurinational a provoqué de fortes tensions au sein de la société bolivienne. Ces tensions sont d'autant plus vives que le gouvernement Morales a impulsé une série de changements socioéconomiques significatifs, parmi lesquels 20% des boliviens sont montés dans la classe moyenne qui représente en 2017 58%, soit 2,2

millions de personnes en plus(7). L'émergence de cette nouvelle classe moyenne, désormais extrêmement hétérogène, a intensifié les contradictions à l'intérieur même de la classe moyenne et semble avoir donné lieu en son sein à une lutte de classe féroce. La classe moyenne traditionnelle, de profession reconnue, séparée géographiquement des quartiers populaires, portant des noms spécifiques, s'est vue « envahir » par la « classe moyenne ascendante » d'origine populaire, indienne. Cette dernière a désormais accès aux mêmes professions, le nouvel Etat plurinational ayant rendu possible son accès à des postes et avantages jusqu'à présent monopolisés par la classe moyenne traditionnelle (au sein des banques, institutions…)(16). Pendant les années Morales, les indigènes ont ainsi fait l'objet de campagne de dévalorisation au sein de la classe supérieure et de la fraction traditionnelle de la classe moyenne, illustrée par la racialisation du discours envers les nouvelles « classes moyennes populaires », par exemple lors de « l'invasion » des centres commerciaux du quartier Irpavi à La Paz en 2015(17). Les « arrivistes indiens » étant perçus comme une concurrence réduisant les opportunités économiques de la classe moyenne traditionnelle. Le renforcement du racisme dans la société bolivienne apparait donc avant tout comme le reflet d'une peur de déclassement socio-économique des classes moyennes anciennes et classes supérieures.

Ecoutons à ce sujet notre Bourgeois bolivien qui voue une véritable haine à l'Etat plurinational : « Avec Morales les indiens ont intériorisé le fait qu'ils n'avaient pas besoin d'étudier pour obtenir des postes. Donc malgré la construction d'écoles, collèges, les Indiens disent à quoi bon envoyer mon fils à l'école, de toute façon il aura un poste puisqu'il est indigène. » Dans la même logique, l'université publique, autrefois réservée à une minorité, est également dévalorisée puisque désormais « envahie » par les indiens. Continuons, « L'indien a été mis à la tête de banque mais puisqu'il ne comprend rien, c'est l'employé non indigène qui lui explique

comment faire, mais – dit-il en gloussant – l'indien est le patron […]. Les députés indigènes sont incompétents, ils ne connaissent rien à la politique, quand on leur demande de voter une loi, si Morales leur dit de voter ils votent bêtement sans comprendre la loi. » Notons ici que les députés indigènes sont depuis longtemps éloignés du mode de vie des classes populaires et peuvent être assimilés à la classe moyenne supérieure, mais certains ne se sont pas défaits de leur oripeau indigène, ce qui irrite fortement notre Bourgeois Bolivien.

On peut concevoir la classe moyenne bolivienne comme un champ de bataille où l'Etat conteste la hiérarchisation ethnique historique, via une lutte politique se cristallisant dans la Constitution plurinationale. La classe moyenne nouvelle, d'origine populaire semble avoir deux trajectoires sociales possibles : soit elle embrase la culture bourgeoise dominante, en se reniant en tant qu'indigène, soit elle revendique et lutte pour la légitimité de l'identité indigène. La première trajectoire conduit à l'intégration toujours plus grande dans le modèle économique capitaliste. La deuxième trajectoire débouche naturellement dans l'Etat plurinational d'Evo Morales et dans les liens toujours forts en Bolivie entre le monde rural paysan et les zones urbaines. Ce champ de bataille s'apparente à un processus dynamique et dialectique au sein des classes où chacune se positionne en fonction des bénéfices qu'elle peut tirer en termes de pouvoir, de reproduction et ascension dans la hiérarchie sociale. L'Etat ayant échoué à décoloniser le pays – nous reviendrons plus tard sur les causes de cet échec – les classes moyennes paraissent condamnées à évoluer lentement vers le reniement de leur caractère indigène et tout ce qui y est associé. Le reniement du caractère indigène peut donc être perçu comme une tentative d'échapper aux caractéristiques indiennes, populaires, stigmatisées et dénigrées dans une société bolivienne à l'image de la classe dominante, raciste. La tenue vestimentaire est perçue pour de nombreuses boliviennes –

notamment les vendeuses des marchés urbains – comme un moyen de se défaire du stigmate de la chola afin d'être traitées autrement que comme des Indiennes, c'est-à-dire avec mépris et/ou condescendance (18). La chola se transformant alors en birlochita (chola qui a adopté le style vestimentaire notamment des classes sociales supérieures). Cette nouvelle classe moyenne pourrait donc en partie expliquer pourquoi les gens s'identifiant comme indigène ont largement diminué en Bolivie, passant de 5,3 à 2,8 millions (66,2 à 40,57%) entre 2001 et 2012(19).

Ceci nous permet de comprendre pourquoi notre hôte de Sucre, mais aussi la Présidente autoproclamée Janine Anez et l'instigateur clé du coup d'Etat, Fernando Camacho, « se croient blancs » et « méprisent les indigènes » selon une camarade bolivienne, alors que leurs origines ethniques sont incontestablement indigènes. Ces actes de reniement sont en quelque sorte une épreuve de passage, où il faut se défaire de ses oripeaux indiens, faire peau neuve ou plutôt peau blanche pour obtenir sa carte d'entrée dans le club de la classe dominante bolivienne. La mue complète, progressivement réalisée lors de l'ascension de classe, s'accompagne donc d'une acceptation de la colonisation interne qui vient s'ajouter à la néocolonisation économique actuelle. Tout se passe comme si les Indigènes ou métis de classe moyenne et supérieure allaient chercher leur anoblissement auprès de la bourgeoisie bolivienne historique, blanche et hispanique, comme du temps des caciques de « sang indien anobli par l'Espagne » auprès de l'empereur Carlos VI au 16e siècle. Actuellement l'idéal persiste chez la classe bourgeoise bolivienne de ressembler à la bourgeoisie européenne ou américaine tant sur le plan matériel, culturel que religieux.

Le coup d'Etat bolivien : un révélateur de l'échec du processus de décolonisation.

Le déferlement de racisme lors du coup d'Etat illustre l'échec de l'Etat plurinational et plus largement de la décolonisation

interne de la société bolivienne. La perception tenace de l'Indigène comme inférieur dans la hiérarchie des êtres, moralement déficient, naturellement enclin aux pires excès tels que la violence, est un préjugé tenace de notre Bourgeois Bolivien et des classes moyennes traditionnelles. La présidente putschiste a pris possession des institutions en portant une bible géante dans les bras, et célébrant le fait que « la bible retourne enfin au palais présidentiel »(20). En 2013, elle assimilait les rites indigènes à du « satanisme ». Fernando Camacho, homme clé du coup d'Etat, avocat et homme d'affaire millionnaire, qui fut le plus jeune vice-président de l'Union de la jeunesse crucéniste en 2002 et président du comité civique crucénien jusqu'à la chute d'Evo Morales, a brandi la bible dans le palais présidentiel avant d'annoncer : « Pachamama ne reviendra jamais dans le palais. La Bolivie appartient au Christ. »

Tandis que les militants d'extrême droite brulaient la Whipala (21), des membres de l'armée bolivienne ont découpé la Whipala figurant sur leurs uniformes (22). C'est véritablement suite à ce dernier événement, sorte de détonateur, le 12 novembre soit déjà 48h après le coup d'Etat que les classes populaires sont sorties dans la rue. Ceci est important à analyser, car cela reflète l'importance du thème de l'indianité en Bolivie, de la conscience anti-coloniale, car le coup d'Etat n'est pas suffisant pour jeter spontanément les couches populaires dans la rue. L'élément fédérateur ultime est la défense de leur indianité, ouvertement attaquée par les putschistes, donnant lieu à une exacerbation de la lutte des classes. De l'autre côté, les fractions de la classe moyenne urbaine traditionnelle (« collectifs de citoyen », corporations médicales, comités civiques…) avec une idéologie conservatrice et raciste ont largement appuyé le coup d'Etat. D'innombrables actes d'agressions violentes ont ciblé les Indigènes, sur la place publique, dans les universités, parfois des vendeuses de rue(collas). Ces agressions sont commises par des groupes paramilitaires tels que les jeunesses crusénistes, les

motoqueros de Cochabamba, resistencia juvenil cochala etc., rappelant à certains boliviens les bandes paramilitaires à l'époque de la dictature de Banzer. Au moins trente-six manifestants Indigènes ont été « abattus comme des chiens » juste après le coup d'Etat par l'armée et la police putschiste dont le langage ouvertement raciste a été largement rapporté, qualifiant les Indigènes « d'animaux », « sales chiens », « indiens de merde » lors de la répression des couches populaires(23).

La peur de l'Indigène était à son paroxysme dans le quartier bourgeois de Sopocachi de la Paz, dans la semaine qui a suivi le coup d'Etat, les bourgeois craignant un retour de flamme populaire. Toute la presse bourgeoise s'indignait des cris d'appel à la guerre civile des habitants d'El Alto, requalifiés pour l'occasion de « terroristes » ou « séditieux », alors qu'elle est restée de marbre face aux massacres de Senkata et Sacaba. Pendant ce temps-là dans les quartiers chics de Santa Cruz, les bourgeois vitupèrent ouvertement : « Qu'ils crèvent ! ». Il est important de comprendre que loin d'être une « guerre de race » – prétendument agitée historiquement par les aymaras(4) – la guerre civile en question est en réalité une guerre de classe où se joue la question coloniale.

Largement sous-estimée en Bolivie sous Morales, la haine de l'Indien et de l'Etat plurinational chez les classes supérieures ne correspond pas à la vision angélique d'un Etat plurinational où chacun serait égal et se respecterait dans le meilleur des mondes. Lors d'une réunion populaire à Cochabamba, un camarade bolivien affirmait que Morales n'avait « rien fait pour décoloniser le pays », un autre ajoutait : « agiter la Wiphala est un geste de décolonisation ».

La non-hiérarchisation ethnique, l'égalité effective concrète entre l'Indien et le non-Indien ne pouvaient s'obtenir par un décret d'en haut. Car il n'y a pas eu dans la société bolivienne de changement des forces objectives, matérielles.

Tant que le mode de production capitaliste survit, la bourgeoisie agit ainsi, porteuse de cette violence raciste. Par conséquent, l'Etat ne s'est pas donné les moyens de décoloniser le pays – sans doute ne le pouvait-il pas – et n'était donc pas en mesure de faire disparaitre ce racisme. De même « l'Économie plurielle » définie dans la Constitution de 2009 est pure chimère, car celle-ci prétend articuler les modes de production « étatiques », « privés », « sociaux et coopératifs » et « communautaires ». C'était sans compter sur le mouvement du capital, qui loin de laisser tranquille les modes de production non capitalistes, ne cesse de s'emparer de leurs travaux, de les mettre en concurrence, les courbant chaque jour un peu plus sous sa loi. Rappelons-nous de cette remarque très juste de Karl Marx : « L'échange de marchandise commence là où les communautés finissent », parfaitement illustrée par les conséquences funestes de la marchandisation du quinoa sur les communautés andines boliviennes. Sans changement de cette base matérielle de production historiquement coloniale, il parait illusoire de parvenir à se défaire de cet artefact colonial qu'est le racisme en Bolivie.

Le racisme en Bolivie : frein ou catalyseur de la lutte des classes ?

Le racisme en Bolivie est plus qu'ailleurs encore le reflet d'une position de classe socio-économique dont les racines sont historiques et de nature coloniale. Le pauvre en Bolivie est Indigène. Le pauvre non-Indigène est quasiment inexistant. Par conséquent, la question ethnique semble agir ici plutôt comme un catalyseur de lutte de classes qu'un élément de division de la classe exploitée, comme c'est par exemple le cas en France, aux Etats Unis et dans d'autres pays d'Amérique latine. À cet égard, il n'existe pas à l'intérieur de la classe exploitée bolivienne de division entre des camps hostiles, telle que la division entre les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais des cités industrielles anglaises au XIXe siècle, ou, de nos jours en France, entre les

travailleurs pauvres issus de l'immigration et blancs, ou encore entre les travailleurs pauvres latino-américains, noirs, asiatiques et blancs aux USA. Dans l'Angleterre du XIXe, cet antagonisme artificiellement entretenu par tous les moyens dont disposaient le pouvoir (notamment la presse), était le secret du maintien de la domination de la classe capitaliste(24). Cet antagonisme n'existe pas en Bolivie aujourd'hui, et l'impuissance des classes exploitées rurales et urbaines dont les liens sont forts, semble plutôt résider dans leur absence d'auto-organisation.

L'organisation de ces classes à travers le MAS a certes permis d'accéder au pouvoir en 2005 via la voie institutionnelle bourgeoise, mais celle-ci porte intrinsèquement l'impossibilité d'un coup décisif contre la bourgeoisie, comme a pu le montrer le coup d'Etat de novembre 2019.

La question « raciale » en Bolivie semble exacerber la lutte de classes. Elle a renforcé l'unité au sein des deux camps en confrontation. L'union sacrée des bourgeois face au péril indien, c'est-à-dire le péril populaire, a renforcé l'unité des dominés. L'apparition d'une nouvelle classe moyenne ascendante n'a en rien atténuée le racisme, la multiplication des contradictions au sein de la classe moyenne bolivienne en pleine expansion a au contraire exacerbé ce racisme. Evo Morales l'avait parfaitement compris lors de ses années au pouvoir, et celui-ci n'hésitait pas à ressusciter des figures de la lutte populaire encore bien ancrées dans le cerveau des vivants, dont Bartolina Sisa et son époux Tupac Katari. Ce couple de guerrier aymara mena héroïquement une grande révolte autochtone contre les colons espagnols en 1781 sur l'altiplano bolivien, notamment à La Paz qu'ils assiégèrent. Ils furent finalement capturés par les barbares espagnols. Peu avant d'être démembré, Tupac Katari lançait cet avertissement prémonitoire, repris lors de chaque manifestation populaire au moment du coup d'Etat de novembre 2019 : « Vous ne faites que me tuer, mais demain je reviendrai et je serai des millions ».

Pour revenir aux années Morales, on drapa ainsi le processus de changement dans le costume des révoltes indiennes du 18es contre le colon espagnol. Le premier satellite bolivien est nommé Tupac Katari. L'université autochtone de Warisata est appelée Tupac Katari et on utilise largement le statut de héros national du couple héroïque lors des discours officiels de l'Etat. Cela ne doit pas faire oublier que Tupac Katari a mené une révolte armée des classes opprimées contre les classes dominantes, en l'occurrence les Espagnols. Cette révolte a tourné en tragédie. Qu'en est-il du processus de changement décolonial actuel ? Et que dire de la tentative de décolonisation de l'armée ? « Il convient de distinguer dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis, et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité », disait Marx dans Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Si l'indianité a été l'élément fédérateur majeur autour du MAS et d'Evo Morales, elle n'est pas venue épauler un projet populaire et concret de sortie du capitalisme. On peut ainsi comprendre comment bien qu'ayant largement redonné sa dignité au peuple indigène bolivien, Evo Morales n'a « rien fait pour décoloniser le pays ».

Peuple autochtone et bourgeoisie coloniale : Une coexistence impossible

Déplaçons-nous dans le quartier chic de Sopocachi, autre bastion des classes supérieures de la Paz. Notre hôte, un camarade Bolivien d'origine familiale populaire affirme qu'une des « erreurs d'Evo Morales a été de vouloir séduire la classe moyenne », en allant jusqu'à faire venir à Santa Cruz en concert en 2013 le chanteur de la révolution cubaine Silvio Rodríguez, mais « cela ne fonctionne pas » ! « Morales a donné l'impression qu'on allait tous vivre en harmonie quelque soit notre ethnie et classe sociale… mais après 14 ans, le racisme est plus fort que jamais dans la classe moyenne supérieure ». Le père de notre hôte était blanc hispanique, sa mère

indigène. Il prend désormais l'exemple de sa mère, qui pour essayer de s'intégrer, de bien se faire voir auprès de sa belle-famille blanche, cuisinait, leur offrait ou confectionnait des petites choses… mais cela avait pour unique conséquence de renforcer leur sentiment de supériorité et leur racisme. Il compare cette situation au XVIe siècle, lorsque les « indiens » faisaient des offrandes aux conquistadores, les accueillaient de la manière la plus courtoise et la plus noble possible, pour finalement se faire massacrer en retour. Etant donné le racisme et le sentiment de supériorité ethnique : « Je ne vois pas comment les gens pourrait un jour co-exister ». Là se trouve toute la difficulté en Bolivie, à la lutte des classes s'incorpore une lutte de décolonisation. Mais cette dernière peut également être perçue comme accélératrice de la première. Au décours de cette lutte populaire, il est probable peut-être même souhaitable que les résidus bourgeois, contraint par le rapport de force défavorable, s'enfuient en Europe et aux USA pour échapper à une coexistence qu'ils fuient déjà depuis 500 ans.»»

https://simonb.noblogs.org/post/2020/10/14/racisme-et-lutte-des-classe…

Crédit photographique: Simon B.

Références.

1. GALEANO Eduardo, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Pocket, 2001.

2. Les termes indigènes et indiens sont utilisés indistinctement par la plupart des gens concernés en Bolivie au sein même des classes populaires originaires.

3. MARTINEZ Françoise, « Régénérer la race ». Politique éducative en Bolivie (1898-1920), Éditions de l'IHEAL, Paris, 2010.

4. STEFANONI Pablo, "QUE HACER CON LOS INDIOS…" y otros

traumas irresueltos de la colonialidad, Plural Editores, La Paz, 2010.

5. GARCIA LINERA Álvaro, *La etnicidad como capital simbólico. Estructura social, clase y dominación simbolica en la obra de Pierre Bourdieu*, Plural Editores, La Paz, 2019.

6. Au XIX et XXe siècle, le castillan était nécessaire pour faire valoir des droits à la propriété de terre devant les tribunaux d'Etat. STEFANONI Pablo, op. cit.

7. VILLANUEVA RANCE Amaru. « Bolivia : la clase media imaginada ». Nueva sociedad. février 2020. Consulté sur https://nuso.org/articulo/bolivia-la-clase-media-imaginada/

8. ROUX J-C, 2005, *La question agraire en Bolivie : La crise agraire en Bolivie : entre agriculture « ethnique » et agriculture de rente dans la mondialisation*. consulté sur http://www.museum.agropolis.fr/pages/savoirs/question_agraire_bolivie/…

9. BARRAGÁN Rossana. 2006. « Más allá de lo mestizo, más allá de lo aymara : organización y representaciones de clase y etnicidad en La Paz » . Consulté sur : https://www.researchgate.net/publication/26472215_Mas_alla_de_lo_mesti…

10. C. LACROIX Laurent, Le GOUILL Claude, « *Le « processus de changement » en Bolivie. La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018)* », IHEAL, Paris, 2019.

11. Servicios de Comunicación Intercultural, *Bolivia Censo 2012 : Algunas claves para entender la variable indígena*. Consulté sur:http://www.servindi.or/actualidad/94399

12. LO/FTF Council Analytical Unit. Avril 2018. Perfil del Mercado Laboral 2018. Consulté sur http://dicyt.uto.edu.bo/observatorio/wp-content/uploads/20

19/04/Perfil…

13. Harnecker M. HARNECKER Marta, « Amérique Latine : Laboratoire pour un socialisme du XXIe siècle. », Les Éditions Utopia, 2018.

14. Historiquement, la bourgeoisie traditionnelle du croissant oriental (Santa Cruz, Beni, Pando, Tajira), d'extrême droite, privilégie un projet d'autonomie de type fédéraliste.

15. L'Union de la jeunesse crucéniste a été fondée en 1957 par Carlos Valverde Barbery, dirigeant de la Phalange socialiste bolivienne, créée vingt ans plus tôt sur le modèle des brigades franquistes en Espagne. Elle est considérée comme un groupe paramilitaire par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). Être phalangiste demeure une condition pour rejoindre l'Union de la jeunesse crucéniste. Valverde Barbery explique : « L'Union de la jeunesse crucéniste a été créée pour être le "bras armé" du comité, se chargeant non seulement de la lutte de rue mais aussi de l'endoctrinement populaire et du soutien militaire au comité. » Le salut fasciste est la norme lors des réunions de l'organisation. Source : Mariette Maëlle. En Bolivie, sur la route avec l'élite de Santa Cruz. juillet 2020. Le Monde diplomatique.

16. GARCIA LINERA Álvaro. 2018. La asonada de la clase media decadente, consulté sur https://bitacorraintercultural.org/wp-content/uploads/2019/03/BITACORA-…

17. http://www.cochabandido.com/2015/01/ahora-hay-mas-movimiento-economico…

18. MARCHAND Véronique. 2009. Pollera y vestido, le langage socioethnique du vêtement : migration, génération, profession et instruction. Cahiers des Amériques latines. Consulté sur http://journals.openedition.org/cal/1459

19. http://www.condistintosacentos.com/donde-estan-todos-los-indigenas-un-…

20. https://elpais.com/internacional/2019/11/12/america/1573566340_453048.html.

21. https://twitter.com/BenjaminNorton/status/1193689050894475264?s=20.

22. https://twitter.com/BenjaminNorton/status/1194080182077939713?s=20.

23. IHRC. Aout 2018. « They Shot Us Like Animals » : Black November & Bolivia's Interim Government. Consulté le 10.08.2020
sur http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2020/07/Black-November-E…

24. MARX Karl, ENGELS Friedrich. Le parti de classe (II). L'Internationale et un pays dépendant, l'Irlande. consulté sur https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc062.htm#ftn1